

MARIE TOUSSAINT

**POUR UN ÉTAT  
PROVIDENCE  
ÉCOLOGIQUE  
EUROPÉEN**

SAUVER  
LE CLIMAT  
ET FAIRE FACE  
À L'URGENCE  
SOCIALE

ECOLOGIE2024.EU

MARIE  
**TOUSSAINT** 2024

LISTE ÉCOLOGISTE POUR LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES DU 9 JUIN 2024

**LES ÉCOLOGISTES**  
EUROPE ÉCOLOGIE LES VERTS

# ÉDITO

## NOUVEAU RÉGIME CLIMATIQUE ET EXPLOSION DES INÉGALITÉS : NE REGARDONS PAS AILLEURS

Au moment de voter pour les prochaines élections européennes, prenez un instant et souvenez-vous: depuis toujours, les Écologistes ont été les seuls à dire la vérité sur la crise environnementale, les seuls à avertir sur les dangers que faisait courir à la planète et à nous-mêmes l'actuel modèle économique.

Quand vous rentrerez dans l'isolement, il faudra s'en souvenir. Parce qu'une fois encore, les autres partis sous-estiment la gravité de la situation, quand ils ne la nient pas tout simplement. Ils continuent à faire des promesses faciles basées sur de fausses analyses. Ils attaquent aujourd'hui, ou laissent faire en affichant une passivité complice, tous les acquis liés à la protection de la nature et de la démocratie obtenus depuis des décennies. À des degrés divers, ils prétendent que tout peut continuer comme avant. Ce n'est pas vrai.

**Il faut changer de modèle: l'obsession de la croissance mène à la destruction du monde vivant, et donc du monde humain.**

Le programme que vous lisez part d'un constat irréfutable: nous sommes entrés dans un nouveau régime climatique qui conditionne notre avenir. Ne pas le comprendre c'est tourner le dos à la réalité. Le danger climatique est la grande menace de notre temps.

Nous sommes à l'heure des choix. Nous devons nous adapter à une situation qui s'aggrave tous les jours, et faire face à la fois à la dégradation de la situation sociale et à la crise écologique.

Soit nous continuons avec le modèle actuel et nous nous enfonçons dans le chaos, soit nous inventons les protections du 21ème siècle dont nous avons besoin.

Nous proposons une autre approche des politiques publiques : prendre soin des gens et de la planète au lieu de faire du profit la mesure de toute chose. Loin des caricatures qui nous présentent comme déconnectés de la vie quotidienne, les Écologistes sont les vrais réalistes : celles et ceux qui ont compris qu'on ne fera pas la transition écologique sans construire en même temps la justice sociale.

Pour les Écologistes, pas question de laisser les individus faire face seuls aux conséquences de l'effondrement. La transition écologique doit être juste du point de vue social : ce n'est pas aux plus modestes de payer la note d'un système absurde et destructeur. Face à l'inflation, à la montée de la pauvreté, il ne faut pas s'en prendre aux plus faibles et casser les services publics mais au contraire renforcer les solidarités.

# UN ÉTAT-PROVIDENCE ÉCOLOGIQUE EUROPÉEN POUR DE NOUVELLES PROTECTIONS SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES

Plus l'Europe sera solidaire, plus l'Europe sera forte.

Nous proposons un modèle de protection sociale et environnementale basé sur la solidarité : l'État-providence écologique, et nous proposons qu'il se déploie à l'échelle européenne car il est impossible de faire face aux périls écologiques en se limitant au seul cadre national.

L'État-providence écologique européen que nous proposons s'appuie sur une autre logique politique. L'État-providence écologique européen fait de la protection des plus vulnérables sa boussole et fait donc de la réduction des inégalités structurelles une priorité politique. L'État-providence écologique européen poursuit l'objectif de pleine santé des individus. Il vise également et évidemment à sauver le climat, protéger la biodiversité, et réencadrer l'économie dans les limites planétaires.

L'heure est grave et nous avons besoin de grands changements, tant pour enrayer la destruction du vivant en cours que pour nous adapter au nouveau régime climatique et environnemental. **Notre stratégie du changement repose sur trois pieds.**

**1** - Il faut **prendre au sérieux la parole scientifique** pour prendre la mesure de la crise systémique que nous vivons.

**2** - Ensuite, il faut comprendre que la crise écologique affecte nos conditions sociales d'existence ainsi que le monde du travail et demande donc **un nouveau contrat social-écologique.**

**3** - Enfin, nous devons **mettre la question démocratique et du dialogue social au cœur des politiques de transition** : on ne pourra pas faire face à la crise avec des pouvoirs politiques qui se méfient du peuple.

Voilà le basculement politique que nous proposons pour l'Europe.

**MARIE TOUSSAINT**



**L'HEURE EST VENUE  
DE CONSTRUIRE UNE  
AUTRE EUROPE**

## LA GUERRE EN UKRAINE MARQUE UN TOURNANT: PENSER LA GÉOPOLITIQUE DU CLIMAT ET SORTIR DE NOS DÉPENDANCES

Nous savons que nous sommes entrés dans un nouveau régime climatique dont il faut tirer toutes les conséquences, y compris géopolitiques.

Si la guerre en Ukraine a attiré à juste titre l'attention des opinions publiques sur la faiblesse de l'Europe de la défense, la question de nos dépendances énergétiques frappe moins les esprits. C'est pourtant un **terrible talon d'Achille que de dépendre du gaz russe** quand nous nous opposons aux visées impérialistes de Vladimir Poutine.

L'addiction aux énergies fossiles dénoncée de tout temps par les Écologistes nous rend fragiles. Les grands discours sur la puissance européenne sont des mots creux tant que l'Europe ne se donne pas les moyens de son indépendance énergétique. **La sortie des énergies fossiles est donc une double urgence : écologique et géopolitique.**

Nous devons également comprendre qu'il est essentiel de **produire en Europe ce dont nous avons besoin en Europe**. Notre souveraineté doit être industrielle, alimentaire, diplomatique et militaire.

Ne soyons pas naïfs : la question du commerce et des traités de libre échange ne peut être totalement découplée de la montée en puissance des conflits. Si l'Europe veut rester maîtresse de son destin, nous devons construire notre solidarité au lieu de penser que la solution est l'affaiblissement de nos normes sociales et environnementales.

## LE RETOUR DE L'AUSTERITÉ SERAIT UNE CATASTROPHE POLITIQUE ET SOCIALE

Après la crise de 2008, qui révélait pourtant la fragilité d'un modèle économique financiarisé à outrance, l'Union européenne est revenue à ses amours libérales, comme si rien ne s'était passé, en ne tirant pas les leçons de la crise et en laissant passer l'occasion d'engager une mutation profonde.

Nous sommes en train de revivre la même chose en pire. **Les dirigeants et les dirigeantes européens ne tirent pas vraiment les conséquences de la pandémie du Covid**. Pourtant, les leçons sont multiples : elles sont évidemment sanitaires mais également politiques et économiques.

Du point de vue politique, on voit bien que, face à un péril qui se joue des frontières, l'unité européenne nous rend plus fort que la juxtaposition des égoïsmes nationaux.

Du point de vue économique, **il faut se souvenir que c'est la suspension des critères de Maastricht** (les fameux maximums de 3% de déficit public et 60% de dette publique) **qui a permis aux Européens et Européennes de s'endetter ensemble pour financer le plan de relance post-pandémie.**

D'un point de vue écologique, cette pandémie zoonotique d'une ampleur sans précédent devrait nous amener à protéger véritablement le vivant, quand à l'inverse le retour des espèces animales et du chant des oiseaux lors de l'arrêt de nos activités montre que nous pouvons encore faire revenir la nature.

La pandémie étant désormais derrière nous, le retour au carcan de l'austérité est le programme commun de la majorité qui dirige l'Union européenne : partis libéraux, conservateurs et socialistes viennent d'adopter ensemble le retour aux critères de Maastricht dans le cadre de la révision des règles budgétaires européennes.

Dès lors, ils peuvent bien s'opposer dans la campagne, sur l'essentiel ils partagent la même croyance dans l'objectif de la croissance. C'est une catastrophe politique et sociale qui se prépare.

Premièrement parce que **l'austérité et ses coupes dans les budgets sociaux constituent des carburants pour le populisme**. Ensuite, parce que la situation sociale de millions de citoyennes et de citoyens les place au bord du gouffre : l'inflation les étouffe et la peur du déclassement est dans toutes les têtes. Enfin et peut-être surtout, parce que nous avons besoin d'investissements massifs, et durables, si nous souhaitons nous donner les moyens de tenir nos objectifs climatiques, plus encore si nous voulons relocaliser notre industrie et produire en Europe ce dont l'Europe a besoin.

L'Europe ne saurait se contenter d'un simple retour au statu quo, et du détricotage du pacte vert sous la poussée des populistes. Au contraire, **il est temps de changer de modèle pour s'adapter, enfin, aux enjeux écologiques et sociaux causés par le dérèglement climatique**.

## CHANGER LES CRITÈRES ÉCONOMIQUES : FAIRE DE LA SANTÉ LA NOUVELLE BOUSSOLE DES POLITIQUES PUBLIQUES

Revenons au Covid: il a aussi montré les grandes disparités et les inégalités sociales de santé. Nous autres Écologistes, pensons que cette crise sanitaire est un révélateur puissant des dangers qui menacent notre société et du fait que notre système économique ne poursuit pas les bons objectifs.

**Au lieu de chercher la pleine croissance, nous devrions rechercher la pleine santé des personnes, et la pleine santé de la planète**. Les deux enjeux sont d'ailleurs liés plus fortement qu'on ne veut bien le dire.

Toutes les études démontrent les conséquences néfastes du dérèglement climatique, des pesticides, perturbateurs endocriniens, ou autres polluants éternels sur la santé humaine. Ce qui est mauvais pour les écosystèmes est mauvais pour nous, car nous faisons partie du vivant. **La santé environnementale devrait être une des priorités de l'Union européenne** : ce n'est pas le cas aujourd'hui.

S'ajoute à cela que nous devrions passer d'une approche essentiellement curative à une conception plus préventive des politiques de santé publique. Ce serait évidemment bon pour la maîtrise des dépenses de santé, mais surtout pour le bien-vivre des citoyennes et des citoyens.

Confrontés aux crises sanitaires et au dérèglement climatique, nous, les Écologistes, sommes les seuls à défendre une autre vision de l'économie : **nous voulons passer d'une économie qui détruit** (notre santé et les écosystèmes) **à une économie qui répare** (l'environnement et la cohésion sociale).

## UN SAUT FÉDÉRAL POUR UN SURSAUT EUROPÉEN : VITE UNE CONSTITUANTE !

Les conclusions de la Conférence sur l'avenir de l'Europe de 2022 l'ont montré : les citoyennes et citoyens de l'Union veulent une Europe capable de décider et d'agir efficacement. Elles et ils demandent des réformes structurelles du fonctionnement de l'Union et sont prêts à passer à l'organisation fédérale. Elles et ils demandent plus d'Europe, une autre Europe.

En guise d'acte fondateur, nous en appelons à ce que la prochaine mandature soit l'occasion d'une **assemblée constituante européenne**.

Il s'agit ici de construire une démocratie fédérale, plus à même de faire face aux défis qui sont les nôtres. Une Europe qui lutte contre le dumping social, fiscal et environnemental entre ses États membres tout en se donnant les moyens d'agir pour sa souveraineté. Une Europe qui se donne un cadre : **un plafond environnemental à ne pas dépasser et un plancher de droits sociaux à garantir à chacun et chacune pour garantir la prospérité et le bien-vivre**.

L'Europe fait du surplace depuis trop longtemps ; la coalition des droites et des extrêmes droites – avec la collaboration active des libéraux et d'une partie des socialistes – entend maintenant l'engager sur la voie des grands reculs. Nous ne voulons pas d'une Europe qui s'enfonce dans la grande régression sociale et écologique. Contre le grand recul qui se prépare, nous proposons un grand sursaut politique.

## APPROFONDIR L'UNION EUROPÉENNE ET RENFORCER SON UNITÉ POUR FAIRE FACE AU ENJEUX DE LA PÉRIODE

Il est temps d'engager un mouvement de refondation de l'Union européenne suivant le modèle fédéral, en jetant les bases d'une **union fiscale**, d'une **politique économique coordonnée**, d'une **démocratie européenne véritable** et d'une **diplomatie, sécurité et défense communes** pour garantir l'autonomie stratégique du Vieux continent.

Une **union fiscale**, parce que l'Europe a besoin de se doter de ressources propres afin d'engager les investissements nécessaires à la bifurcation écologique et organiser la solidarité entre États face à la multiplication des catastrophes climatiques. Avant le dogme du libre-échange, l'Europe tirait la majeure partie de ses revenus des taxes aux frontières. Aujourd'hui, ses ressources propres ne sont plus que de 25%, le reste relevant de la bonne volonté des États. Comment dans ces conditions parler d'Europe intégrée ? **Dotons enfin l'UE de la capacité à lever des impôts**, en commençant par l'extension de la taxe carbone aux frontières à l'ensemble des produits manufacturés et substances toxiques, par un impôt sur la fortune (ISF) climatique et par la mise en place d'un véritable protectionnisme vert. Mettons en place une fiscalité ambitieuse et coordonnée sur les entreprises, pour éviter le dumping fiscal entre les États de l'Union. Réhaussons la protection sociale pour les travailleuses et travailleurs, les salaires et les revenus ; harmonisons par le haut les législations environnementales, en somme : construisons une Europe plus unie pour faire face aux défis du monde.

Une **politique économique coordonnée**, pour construire un tissu économique européen solide et solidaire, et éviter que les entreprises européennes ne se retrouvent systématiquement en position de faiblesse face à leurs concurrentes américaines ou chinoises. Une Europe qui agisse d'un seul tenant pour transformer son économie plutôt que de laisser libre cours à la concurrence entre États, y compris pour ses aides d'État. Prenons l'exemple du médicament : nous importons jusqu'à 80% de nos substances actives de Chine et d'Inde. Comment penser que les États membres peuvent seuls faire face aux BigPharma ?

Pendant les crises, plus la taille d'une économie est modeste, plus elle est exposée. La solidarité économique européenne s'est affirmée pendant le COVID, pour aussitôt disparaître malgré la guerre que Poutine mène à l'Ukraine. L'Europe, paradoxalement, n'a pas compris que l'union fait la force. Il est temps d'y remédier.

**Une diplomatie, sécurité et une défense communes**, c'est-à-dire non seulement une armée européenne, mais également une stratégie politique commune, afin d'assurer l'autonomie et la protection du Vieux continent dans un monde marqué la dérive impérialiste de la Russie à l'Est et l'inconstance de l'allié américain historique à l'Ouest.

C'est ce que propose notre programme.

**10, COMBATS  
DES ÉCOLOGISTES  
POUR LA JUSTICE  
ET LE VIVANT**

# 01.

## UNE EUROPE QUI RÉENCASTRE SON ÉCONOMIE DANS LES LIMITES PLANÉTAIRES

### PASSER D'UNE ÉCONOMIE QUI DETRUIT À UNE ÉCONOMIE QUI RÉPARE

Nous dépassons 6 des 9 limites planétaires, seuils à ne pas dépasser, calculés par les scientifiques, si nous voulons préserver une planète habitable. Nous devons ré-encastrent l'économie dans les limites planétaires et la mettre au service d'une vie digne pour chaque être humain. Les lois de l'économie ne sont pas au-dessus des lois de la nature. Il faut sortir de l'idée folle selon laquelle une croissance infinie dans un monde fini est possible.

### 01. UN TRAITÉ ENVIRONNEMENTAL POUR FAIRE DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT LA NORME DES NORMES

Si nous voulons réussir à **faire en sorte que l'économie de l'Union européenne œuvre dans le respect d'un plafond environnemental, correspondant aux limites planétaires, et d'un plancher social matérialisé par le droit à une vie digne**, alors il faut réorienter en profondeur l'ensemble des politiques qui sont menées, à commencer par les politiques économiques, budgétaires, monétaires...

Ce sera l'objet de ce Traité que de faire en sorte que l'Europe se dote d'une boussole contraignante, faisant du respect de la nature la norme des normes.

### 02. SORTIR DE L'AUSTÉRITÉ POUR INVESTIR DANS LA BIFURCATION ÉCOLOGIQUE

L'Europe n'a pas été construite, à l'origine, pour une poignée d'actionnaires mais pour garantir la paix et la prospérité au plus grand nombre. Il faut donc la réorienter en profondeur pour retrouver cette orientation première. L'économie est la mère de toutes les batailles.

En rétablissant le Pacte de stabilité et de croissance, et les critères de Maastricht, de façon quasi-inchangée, la coalition du statu quo a porté atteinte à notre avenir. **Les nouvelles règles ne permettront ni de dégager les marges d'investissement nécessaires à l'atteinte de nos objectifs climatiques, ni de résoudre la crise sociale, ni de relocaliser notre économie.**

Nous avons besoin de tout changer. D'une part transformer en profondeur la doctrine de la dette en Europe, les indicateurs de richesse, ceux du Semestre européen pour placer en leur cœur la nécessité d'une bifurcation écologique socialement juste.

Ensuite **dégager les moyens complémentaires pour investir ensemble** au niveau européen. Nous voulons un vaste plan d'investissements publics **d'au moins 260 milliards d'euros supplémentaires par an**. Cela requiert de tourner le dos à l'austérité pour que les États puissent prendre en charge la moitié de cette somme, l'autre devant faire l'objet d'un nouvel emprunt européen.

### 03. METTRE LA POLITIQUE MONÉTAIRE AU SERVICE DE L'ÉCOLOGIE

Nous proposons de mettre la Banque Centrale Européenne au service de la bifurcation juste, en plus de la lutte contre l'inflation.

Afin de permettre aux États et à l'Union européenne d'agir dans cette direction, la BCE doit pouvoir prêter directement aux États membres afin qu'ils financent leur transition sociale et environnementale sans dépendre des marchés financiers.

**La BCE doit également pouvoir créer de la monnaie au service de la bifurcation, et appliquer des taux différenciés pour les activités de la transition.** Cette activité doit être dirigée principalement vers les activités non rentables et pourtant indispensables pour faire face au dérèglement climatique (par exemple les rénovations des logements). Une épargne citoyenne pourra enfin être mise en place par la BCE et fléchée vers la bifurcation écologique.

Les dettes européennes détenues par la BCE seront auditées au regard de leur exposition au risque climatique, et restructurées lorsqu'elles sont injustes. Enfin, la BCE doit d'urgence sortir des financements directs ou collatéraux des énergies fossiles, et mettre en place un fonds de défaisance des actifs échoués afin d'éviter une nouvelle crise bancaire liée au dérèglement climatique.

### 04. UN BUY GREEN AND EUROPEAN ACT POUR PRIVILÉGIER LES PRODUITS VERTUEUX ET FAITS EN EUROPE

La commande publique représente 15% du PIB européen et 10% de l'empreinte carbone. Alors que l'idée d'utiliser la commande publique pour défendre entreprises et productions européennes se déploie, nous disons que cette réorientation de l'économie européenne doit porter sur les produits vertueux, produits localement, bons pour la planète, ou engagés dans l'économie circulaire et la réparabilité.

Nous proposons de **conditionner l'ensemble des subventions et aides publiques européennes aux entreprises aux conditions de maintien de l'emploi, de relocalisation de l'économie et de bifurcation écologique.** Nous utiliserons le levier de la commande publique pour accélérer la bifurcation, dans le même temps où nous déploierons un plan de soutien à l'économie à impact. Il s'agit de reconnaître au niveau européen les entreprises à missions ainsi qu'un Digital Green and Social Deal pour soutenir les organisations qui façonnent des services et produits numériques bons pour les humains et la planète (notamment dans les technologies bas carbone et à empreinte écologique minimale).

### 05. BAISSER LA TVA SUR LES PRODUITS VERTS POUR RENDRE LES PRODUITS SAINS OU ISSUS DE L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE ACCESSIBLES À TOUTES ET TOUS

Nous devons à la fois permettre à toutes et tous d'accéder au bon, au bio, au sain, et soutenir les entreprises et activités de la bifurcation écologique et de la relocalisation de notre production. Raison pour laquelle nous voulons **une TVA "verte et circulaire",** moins onéreuse, **qui baisse les prix sur les produits vertueux, faits en Europe, créant de l'emploi, bons pour la santé et pour la nature.** Cet abaissement des prix ne peut se faire qu'à l'échelle européenne, alors relevons ce défi ! Instaurons une TVA réduite voire nulle pour la réparation des produits, le recyclage, les biens sans produits toxiques ou faits en Europe avec de hautes ambitions sociales et environnementales. Réparation de

machines à laver, jeans en coton faits en Europe, ou encore couches sans perturbateurs endocriniens ni produits toxiques : c'est gagnant pour la planète, gagnant pour la santé, gagnant pour le pouvoir d'achat et bon pour les entreprises européennes et donc les emplois. Pour garantir que cet abaissement de TVA bénéficie à tous, nous mettrons en place des outils de régulation des prix.

## 06. UN PROTECTIONNISME VERT POUR PROTÉGER NOS ENTREPRISES ET L'EMPLOI DE LA CONCURRENCE DÉLOYALE ET MIEUX PROTÉGER LA PLANÈTE

Même les plus libéraux le disent désormais : la politique commerciale menée par l'Union européenne confine à la naïveté, d'autant plus quand aucune des grandes puissances économiques mondiales n'en respecte les règles.

**Nous proposons de sortir des accords de libre-échange et d'inventer un système du juste commerce, qui permette à l'Europe de produire ce dont l'Europe a besoin dans le respect des limites de la planète et de la santé des populations.** Cela comprendra, sans s'y limiter, un alignement de la politique commerciale avec nos objectifs sociaux et environnementaux, et l'instauration des mesures-miroirs pour que nos importations respectent les mêmes normes que les produits européens.

Parce que la santé de tous nous importe et que les pollutions n'ont pas de frontières, nous interdirons la production et l'exportation de produits que nous jugeons inaptes pour le marché européen (plastiques, textiles, produits chimiques, déchets dangereux...). **Nous souhaitons également étendre la taxe carbone aux frontières aux secteurs non encore concernés, aux produits toxiques** dont les perturbateurs endocriniens, les nano-plastiques, les pesticides dangereux, ainsi qu'établir une **Fair Tax** (c'est-à-dire une taxe sur les salaires indécents) sur les produits importés.

# 02.

## UNE EUROPE QUI AGIT POUR SAUVER LE CLIMAT

Inondations, gels tardifs, sécheresses, feux de forêt. Nous vivons tous les jours les conséquences du dérèglement climatique. Il n'est plus possible de regarder ailleurs. Nous devons à la fois continuer à nous battre pour juguler la hausse globale des températures et nous adapter au nouveau régime climatique. Cela implique de mettre en place des politiques cohérentes et ambitieuses.

### 01. OBJECTIF 100% RENEUVELABLES EN 2040

Si nous voulons nous donner une chance de respecter les objectifs de l'Accord de Paris, l'Union européenne doit viser une réduction de ses émissions de gaz à effet de serre de 70% en 2030, et **atteindre le 100% renouvelables dès 2040**. Il faut être réaliste : le redéploiement du nucléaire ne sera pas susceptible de répondre à cette urgence. Seules la sobriété et les énergies renouvelables nous permettront d'atteindre cet objectif. C'est possible, avec de la volonté politique, si nous nous en donnons les moyens.

Nous proposons d'établir une stratégie européenne pour la sobriété et pour lutter contre la gabegie énergétique. Nous proposons d'augmenter la production des énergies renouvelables et le déploiement de réseaux électriques européens, de sortir du charbon en 2030, du gaz en 2035, d'interdire immédiatement tout nouveau projet fossile en Europe et de mettre en place un plan de démantèlement des oléoducs et gazoducs ainsi que des infrastructures fossiles offshores (en mer).

## 02. UN FONDS DE SOUVERAINETÉ ÉCOLOGIQUE POUR SORTIR DES ÉNERGIES FOSSILES

Aujourd'hui, les firmes européennes du pétrole et du gaz continuent à investir dans de nouvelles exploitations d'énergies fossiles quand les scientifiques et l'Agence Internationale de l'Énergie nous demandent de ne plus en ouvrir aucun. Nous avons obtenu la mise en place d'un devoir de vigilance climatique par les plus grandes entreprises, mais cela ne suffira pas. **Nous devons reprendre en main les entreprises pétro-gazières européennes afin de réorienter l'ensemble de leurs investissements vers les énergies renouvelables.** C'est bon pour la planète, c'est bon pour l'emploi, c'est bon pour notre souveraineté et notre indépendance à l'égard de régimes autoritaires comme la Russie de Vladimir Poutine, le Qatar ou l'Azerbaïdjan.

Nous proposons un Fonds européen de souveraineté écologique, adossé à la BEI, **pour que l'Europe devienne actionnaire majoritaire des entreprises pétro-gazières et puisse réorienter l'intégralité de leur stratégie vers le respect de l'Accord de Paris pour le climat.** Ce fonds sera doté de 100 milliards d'euros, soit un peu moins que ce que l'Europe a accordé aux entreprises fossiles en 2022.

## 03. UN PLAN DE REPORT MODAL POUR PASSER DU CAMION ET DE L'AVION AU RAIL ET AU VÉLO

C'est simple : les lobbies ont confisqué la mobilité des citoyennes et citoyens, en poussant les puissances publiques à investir toujours plus dans la route et l'aviation au détriment des moyens de transport moins polluants. Ce n'est donc pas aux citoyennes et citoyens de payer le prix de la transition, mais à l'industrie et aux États qui doivent revenir sur les choix qui ont été les leurs.

Nous proposons **un plan de report modal pour privilégier le ferroviaire et les mobilités douces.** La fin des exonérations fiscales sur l'aviation et le transport maritime permettra de dégager des moyens pour investir dans le vélo comme dans le train. Rénovation des lignes, nouvelles lignes pour le fret et lignes de voyageurs de proximité : les besoins sont nombreux et la mise en place d'un **ticket-climat** indispensable à la justice sociale. Nous nous opposons au démantèlement de la branche fret de la SNCF. Il faut aussi changer les règles pour alléger le poids des voitures, revenir sur l'autorisation des méga-camions et mettre en place un budget carbone dédié à l'aviation permettant de faire réduire le trafic aérien, l'interdiction des vols intra-européens quand des alternatives de moins de 4h30 existent, des vols d'entreprises et de moins de 60 passagers.

## 04. SORTIR LA FINANCE DES ACTIVITÉS CLIMATICIDES

Les règles bancaires et prudentielles, même modifiées pendant cette mandature, ne permettent pas de réorienter la finance ni même de nous protéger d'une nouvelle crise bancaire. Il faut mettre en place des taux différenciés, des ratios stricts pour stopper le financement bancaire des actifs carbonés : **tout investissement d'1€ dans les actifs bruns doit être articulé avec l'investissement de 6€ dans les actifs verts afin d'inverser les équilibres en matière de**

**gestion d'actifs par les banques et acteurs financiers.** Les banques et le secteur financier doivent être soumis à la loi sur le devoir de vigilance et mettre en place des plans de bifurcation écologique justes. Nous devons aussi réglementer la crypto-monnaie et achever la séparation bancaire entre les banques de dépôt, nécessaires au fonctionnement de l'économie réelle, et les banques d'investissement qui pratiquent des activités financières aux risques accrus et volatiles, afin que les spéculateurs ne mettent pas en risque l'épargne des ménages.

## 05. UNE POLITIQUE D'ADAPTATION AU DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE

Le nouveau régime climatique s'impose déjà à nous, rendant maisons et entreprises inhabitables du fait de la montée des eaux, des fissures d'argile ou des feux de forêt, sacrifiant des récoltes paysannes, endommageant les services publics... Nous devons inventer les protections sociales liées au nouveau régime climatique.

Nous proposons d'**encadrer l'activité des assurances face au dérèglement climatique et la mise en place d'une protection socio-climatique commune au niveau européen** pour indemniser les pertes liées au dérèglement climatique sans injustice sociale.

Nous souhaitons mettre en place **un fonds pour l'adaptation au dérèglement climatique**, financé par un emprunt européen de résilience. Il nous permettra d'investir dans des solutions d'adaptation fondées sur la nature, dans la transformation de nos villes et infrastructures et dans le déploiement d'un cadre commun de gestion de l'eau. Nous voulons également une réserve européenne de protection civile, protéger le statut des sapeurs-pompiers volontaires français et construire des "Canadairs européens".

# 03.

## UNE EUROPE QUI PRÉSERVE ENFIN LE VIVANT ET LES COMMUNS NATURELS

Après la reconnaissance du crime d'écocide, arrachée par les Écologistes, il reste beaucoup à faire pour protéger nos écosystèmes. Le dérèglement climatique accélère l'effondrement de la biodiversité et la 6ème extinction de masse. Nous devons absolument réduire notre impact sur l'environnement et prendre soin de la nature pour la préserver et lui permettre de se restaurer et de s'adapter au nouveau régime climatique. La nature est notre meilleure alliée face aux bouleversements climatiques, environnementaux et sociaux que nous allons connaître.

### 01. INSTAURER UN DROIT À LA NATURE

Nous voulons la restauration de la nature, que nous avons défendue lors de la dernière mandature contre l'alliance des droites et dont les objectifs doivent être réhaussés et accompagnés d'investissements. Nous nous battons pour **un droit d'accès à des espaces naturels en Europe** et le droit à un jardin potager près de chez soi. Nous voulons **sanctuariser les communs naturels et reconnaître leurs droits**, un texte contraignant pour la santé des sols et **une loi zéro artificialisation nette au niveau européen**. Nous voulons un Défenseur de l'environnement, la compétence environnementale au Parquet européen, une directive cadre garantissant l'accès à la justice et à la compensation pour les victimes, un droit d'action collective face aux pollueurs.

## 02. FAIRE RENAÎTRE UNE FORÊT PRIMAIRE EN EUROPE

Nous voulons protéger les forêts (interdiction des coupes rases, plan de réhabilitation des petites scieries et interdiction de l'export des grumes, encadrer la biomasse forestière et l'agrivoltaïsme) et recréer une forêt primaire en Europe de l'Ouest. Concrètement, il s'agit de permettre la **protection d'un espace de grande superficie dans lequel une forêt existante évoluera de façon autonome**, renouvelant et développant sa faune et sa flore sans aucune intervention humaine.

## 03. METTRE EN PLACE UN PACTE BLEU POUR PRÉSERVER LES FLEUVES, GLACIERS ET OCÉANS

L'eau est une ressource précieuse. Nous devons la préserver. La 6e limite planétaire, le cycle de l'eau douce, a été dépassée en février 2022. En France, nous avons perdu 14% des ressources (nappes et pluies) et l'eau est partout polluée... **La conjonction de la raréfaction de la ressource en eau et de dégradation génèrent des conflits d'usages** entre les citoyens, l'agriculture et des activités telles que le tourisme ou les golfs. Prendre soin de cette ressource vitale et garantir le partage de la ressource est indispensable.

Nous proposons un pacte bleu pour restaurer les fleuves, les rivières et les zones humides, de sorte à permettre et favoriser définitivement l'accès à l'eau potable pour toutes et tous, notamment en Guadeloupe et à Mayotte, ou lors des périodes de sécheresse. **Nous voulons une loi sur la résilience de l'eau et le partage de ce commun naturel, visant par exemple à interdire les méga-bassines.** Nous voulons changer la gouvernance des mers et des océans qui doivent être sanctuarisés et notamment la fin de l'exploitation des fossiles offshore, l'interdiction des exploitations minières en eaux profondes, et faire enfin de vraies aires marines protégées (10% strictement protégées dans lesquelles les activités industrielles seront interdites).

## 04. INTERDIRE LES PRODUITS CHIMIQUES DANGEREUX ET SORTIR DU PLASTIQUE

Face à l'explosion des maladies chroniques et des cancers, nous affirmons que la santé doit primer sur le profit et que seuls les produits dont les industriels auront prouvé l'innocuité pourront être autorisés. **Sortir des produits toxiques est impératif si nous voulons protéger notre santé** : PFAS, perturbateurs endocriniens, pesticides dangereux... doivent être interdits immédiatement. Aussi, nous devons sortir du plastique (en 2050) dont les déchets s'amoncellent et étouffent l'environnement et le vivant. La fin des produits toxiques aura d'immenses effets positifs pour la santé des populations, des sols, de l'air et de l'eau, et sera source d'économie pour les dépenses publiques de santé.

## 05. CONDUIRE UNE STRATÉGIE AMBITIEUSE POUR LE BIEN-ÊTRE ANIMAL

Nous voulons **une directive et un commissaire pour la condition animale.** Nous voulons mieux protéger les animaux de l'expérimentation. Nous voulons interdire l'élevage en cage, les fermes-usines, l'élevage des animaux à fourrure. Nous voulons améliorer les conditions de transport des animaux et limiter les souffrances endurées dans les abattoirs que les parlementaires doivent avoir le droit de visiter. Nous voulons un plan pour les animaux domestiques, pour protéger les espèces et lutter contre les trafics.

# 04.

## UNE EUROPE QUI RÉUSSIT LA TRANSITION DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE : DES REVENUS DIGNES ET DES PRATIQUES PLUS ECOLOGIQUES

Nous devons construire un système agricole et halieutique qui soit compatible avec la poursuite de nos objectifs climatiques et notre souveraineté alimentaire en permettant à chacun et à chacune de manger à sa faim et de manière saine.

### 01. UNE PAC PLUS VERTE, PLUS JUSTE, POURVOYEUSE D'EMPLOIS

Nous voulons garantir le revenu et sa prévisibilité aux paysans, paysannes, pêcheurs, et pêcheuses, à travers des mécanismes de régulation des prix et des subventions distribuées de manière juste, pour permettre à chacun de vivre de son travail.

**La PAC devra être basée sur une rémunération à l'actif plutôt qu'à l'hectare, avec un plafonnement des aides aux grandes exploitations, et soutenir les pratiques écologiques vertueuses.** La bio devra être soutenue, et les marges de l'agro-alimentaire encadrées. Les quotas seront réalloués pour la pêche là aussi en favorisant la pêche artisanale, les pratiques écologiques et la création d'emplois. En parallèle, seuls les navires de moins de 25 mètres auront accès à la pêche côtière de sorte à préserver les ressources halieutiques et l'emploi sur les territoires.

### 02. UN FONDS DE TRANSITION POUR L'AGRICULTURE ET POUR LA PÊCHE

Nous devons accompagner les paysans, paysannes, pêcheurs, et pêcheuses, dans leur conversion aux pratiques agro-écologiques afin d'assurer la résilience de leurs activités face au dérèglement climatique (perte de rendement, calamités ou catastrophes). Pour cela, **nous proposons la création d'un Fonds de transition agricole et de pêche, garantissant aux paysans et pêcheurs engagés dans la transition une visibilité à trois ans sur leurs revenus.**

### 03. METTRE FIN AUX PRATIQUES AGRICOLES ET DE PÊCHE DESTRUCTRICES

Il faut réduire de façon ambitieuse l'utilisation des pesticides et des engrais de synthèse, protéger les Européennes et Européens des OGM, et **interdire le chalutage de fond dans les aires marines protégées et de manière générale, sortir de toutes les pratiques de pêche destructrices.** Il faut éviter le piège des fermes-usines à poissons qui cherchent à s'installer sur le continent et sortir progressivement des fermes-usines à animaux. Pour ce faire, nous devons développer un système alimentaire adapté en soutenant la transformation des filières, des projets de rapprochement de la production et de la consommation comme les Sécurités sociales de l'alimentation et imposer les produits verts et locaux dans la restauration collective publique comme privée. Nous voulons interdire sans attendre le chalutage dans les Aires Marines Protégées.

## 04. ASSURER LE RENOUVELLEMENT DES GÉNÉRATIONS

Le nombre de départs en retraite pose une question cruciale : de quelle agriculture et de quelle pêche voulons-nous ? Pour nous le choix est clair : nous voulons de l'emploi, dignement rémunéré et un partage des ressources.

Pour cela, nous devons dégager les moyens d'accompagner les nouvelles installations, quel que soit l'âge des arrivants, et dans des modèles respectueux de la nature. Nous soutiendrons donc la mise en place d'**un mécanisme de dotation de carrière**, procurant une partie des moyens de production (ferme, terre, machine, bétail, etc). Cela veut aussi dire lutter contre la financiarisation de nos fermes et garantir une agriculture familiale, nous proposons donc de plafonner la taille des exploitations lors de leur transmission.

Nous demandons également, en particulier pour l'outre-mer, des aides à la passation, à la réparation et à la montée en gamme environnementale des navires.

## 05. SORTIR DU LIBRE-ÉCHANGE ET METTRE EN PLACE UNE POLITIQUE COMMERCIALE JUSTE

Les accords de libre-échange reposent sur un dogme dépassé, celui que le libre commerce garantit la paix, et l'idée folle selon laquelle nous pouvons pourchasser une croissance infinie dans un monde fini. Pour vendre des voitures, l'Europe a sacrifié son agriculture.

Nous voulons **sortir des accords de libre-échange et mettre en place une politique commerciale juste, qui ne se soucie pas seulement des indispensables clauses-miroirs, mais nous permet également de produire en Europe ce dont l'Europe a besoin.**

Nous voulons la souveraineté alimentaire ici, et partout. Cela signifie que nous souhaitons également réformer les accords agricoles et de pêche avec les pays du Sud, qui permettent aujourd'hui le pillage de leurs ressources.

# 05.

## UNE EUROPE QUI PROTÈGE FACE À L'EXPLOSION DES INÉGALITES ET AU NOUVEAU RÉGIME CLIMATIQUE

L'Europe s'est construite sur les ruines encore fumantes de la Seconde Guerre mondiale pour assurer la prospérité du plus grand nombre. Mais le paradigme néolibéral qui a accompagné toutes les phases de l'intégration européenne a détricoté le maillage de services publics et de solidarités qui constitue le filet de sécurité dans nos vies remplies de vulnérabilité.

La crise du Covid a exposé les vulnérabilités des plus fragiles et rappelé le rôle essentiel des travailleuses et travailleurs de "première ligne". La crise énergétique et l'inflation qui ont pris le relai de la crise sanitaire, toutes deux liées à notre dépendance aux énergies fossiles, ont une nouvelle fois fait peser l'impréparation des gouvernements européens à la transition énergétique sur les plus pauvres, faisant de la précarité énergétique une vulnérabilité environnementale majeure des sociétés européennes et faisant éclater le fléau de l'insécurité alimentaire.

C'est d'une Europe de la justice et prônant la **lutte conjointe contre les inégalités sociales et environnementales** dont nous avons besoin pour protéger ensemble nos vulnérabilités et prendre soin de chacun et chacune. Car, c'est du volontarisme politique dont dépendent les coupures d'électricité ou de chauffage, la capacité à remplir son frigo avec une alimentation saine, ou encore la capacité à se soigner ou à poursuivre ses études. La dignité doit devenir la boussole des actions de l'Union européenne.

## GARANTIR LA JUSTICE SOCIALE EN CRÉANT DE NOUVEAUX DROITS

En Europe, la précarité explose. Plus d'une personne sur cinq est menacée de pauvreté ou d'exclusion sociale. En cause ? Une Europe qui a trop cédé au marché, et oublié de rendre concret le principe de « ne laisser personne de côté ». Mais aussi des politiques nationales qui, comme en France, nourrissent le mépris, la peur et la stigmatisation des personnes en situation de précarité ; en somme, des pauvres. Ce n'est pas inéluctable.

### 01. UN DROIT DE VETO SOCIAL POUR INVERSER LA COURBE DES INÉGALITÉS

Il est une mesure qui permettrait de faire de la lutte contre la pauvreté et les injustices sociales la colonne vertébrale de l'action européenne, et par effet ricochet en France : un droit de veto social européen, **pour que plus aucune mesure votée dans l'Union européenne ne puisse dégrader les conditions de vie des plus précaires**. Avec le droit de veto social européen, toute législation européenne devra démarrer par une consultation des personnes concernées – pour ne plus confisquer la voix des plus fragiles – et évaluer l'impact de tout projet de réforme sur les 10% les plus pauvres pour éviter toute discrimination socio-économique cachée. Il passera aussi par la création d'un poste de Défenseur des droits, chargé d'organiser la participation des plus précaires à l'analyse de l'impact des législations sur leurs conditions d'existence.

### 02. UN REVENU MINIMUM EUROPÉEN À COMMENCER PAR UN REVENU DE FORMATION POUR LES JEUNES

Nous proposons une directive sur le revenu minimum pour que chacun puisse vivre dans la dignité ; à commencer par **un revenu européen de formation** pour que tous les jeunes, quel que soit leur niveau de diplôme initial, aient les moyens de se former.

### 03. EAU, ALIMENTATION, ÉNERGIE : GARANTIR LES BESOINS ESSENTIELS

Nous voulons sortir les services publics de l'impératif de concurrence, notamment en libérant les entreprises publiques qui réalisent des services d'intérêt économique général (SIEG) des règles de concurrence afin de sortir de la logique marchande les biens et secteurs essentiels à une vie digne (santé, énergie, eau, alimentation, logement social, ...).

Nous voulons **une tarification sociale et progressive**, avec les premières consommations gratuites, de tout ce qui constitue nos besoins de subsistance : l'énergie, tout en interdisant les coupures d'énergie ; l'eau en instaurant un droit universel à une eau de qualité, non polluée, accessible notamment en Guadeloupe et à Mayotte ; à une alimentation saine et durable avec des sécurités sociales de l'alimentation au sein des États membres.

## 04. GARANTIR LE DROIT À UN LOGEMENT SAIN

Nous voulons garantir le droit au logement opposable au niveau européen, avec la volonté d'impulser une politique européenne de maîtrise des prix des loyers et des ventes, et de lutter contre la financiarisation du logement, l'action néfaste des plateformes de location courte durée et le sans-abrisme.

Nous porterons **un plan d'investissement massif dans la construction de logements sociaux et la rénovation des logements sans reste à charge pour les ménages n'en n'ayant pas les moyens**. Nous commencerons par les hôpitaux, maisons de naissance et de fin de vie, et les centres de santé.

# 06.

## UNE EUROPE QUI AGIT POUR L'EMPLOI

Quand les droites affirment que ce sont les normes écologiques qui ont détruit l'emploi, nous répondons que c'est leur politique libérale qui y a porté atteinte en conduisant à des délocalisations multiples le tout sans aucun accompagnement dans l'emploi.

Nous ne sommes pas naïfs. Nous savons que la sortie des activités qui détruisent la planète et le déploiement d'activités qui la réparent aura des conséquences tant individuelles que collectives sur les salariés et les salariées, qui sont les premiers moteurs et garants de la bifurcation écologique et sociale de nos économies.

### 01. METTRE EN PLACE UN PACTE POUR L'EMPLOI MOBILISANT ET PROTÉGEANT LES TRAVAILLEURS ET LES TRAVAILLEUSES DANS LA BIFURCATION DE NOTRE ÉCONOMIE

Nous proposons un Pacte pour l'emploi, porté par les syndicats, qui permette d'orienter le rythme et la manière d'opérer la bifurcation écologique à commencer par les secteurs à faire bifurquer en priorité : les énergies fossiles et les produits toxiques. **Nous voulons une assurance chômage-formation au niveau européen** pour tous les secteurs concernés par la bifurcation et un droit de préemption européen qui pourrait être porté tant par les salariés que par les collectivités et pouvoirs publics pour toutes les entreprises qui souhaitent délocaliser alors que leurs activités sont indispensables à la transition, à la souveraineté, ou aux besoins essentiels. Ce Pacte devra permettre d'avancer vers la réduction du temps de travail, la semaine de 4 jours et adapter le droit du travail européen au nouveau régime climatique en particulier en limitant le travail en période de fortes chaleurs et événements climatiques extrêmes ou catastrophes naturelles. Les maladies professionnelles liées au dérèglement climatique ou aux produits toxiques (amiante, chlordécone, poussières de mines...) seront reconnues et indemnisées.

### 02. IMPULSER UNE POLITIQUE INDUSTRIELLE DE SORTIE DES TOXIQUES

Nous proposons la **mise en place d'un Fonds territorial de sortie des toxiques**, sur le modèle du fonds de transition juste, ayant vocation à faire de l'Europe le leader planétaire

de la dépollution du monde. Ce fonds soutiendra les territoires, les entreprises et les salariés dans la reconversion, la diversification économique ou la transition vers des modes de production sans toxiques (recherche, formation des employés, transformation des matériels et des installations existantes). Le fonds, nourri par la contribution des pollueurs ainsi qu'à travers une taxe aux frontières, visera la dépollution des zones industrielles et minières et des milieux, notamment aquatiques. Aucun travailleur ne sera laissé sans solution.

### **03. PROTÉGER LES DROITS DES TRAVAILLEURS ET DES TRAVAILLEUSES, RENFORCER LES LIBERTÉS SYNDICALES ET INSTAURER UNE GARANTIE À L'EMPLOI POUR LES PERSONNES ÉLOIGNÉES DE L'EMPLOI**

Nous voulons accroître la démocratie en entreprise et protéger partout les libertés syndicales. Nous voulons des emplois décents, **établir un cadre européen pour la convergence vers le haut des salaires** en visant des salaires décents en Europe et en France, ainsi qu'une clause de l'ouvrier le plus favorisé. Nous voulons limiter les écarts de salaire de 1 à 20 au sein des entreprises, un plan zéro mort au travail, un droit à la déconnexion et lutter contre la répression syndicale dans l'Union. Nous voulons une Garantie à l'emploi basée sur l'extension européenne des territoires zéro chômeurs de longue durée.

# COMME DANS VOS VILLES, AU PARLEMENT EUROPÉEN, VOUS POUVEZ COMPTER SUR LES ÉCOLOGISTES

*TOUS LES JOURS LES ÉCOLOGISTES AGISSENT.*

- À Strasbourg, Jeanne Barseghian a lancé le dispositif « ordonnances vertes » : sur recommandation des sages-femmes, les femmes enceintes et jeunes mamans ont accès à une alimentation saine, sans pesticides ni produits toxiques, le tout sans conditions de revenus ! Dans la droite ligne du combat mené par les écologistes contre les produits toxiques, à l'Assemblée nationale et à Bruxelles contre les PFAS ou les pesticides...
- À Poitiers, Léonore Moncond'huy a lancé « Vacances pour tous » qui permet à chaque enfant, quel que soit son niveau de vie, d'avoir accès à la nature, à la mer, au moins une fois dans l'année.
- À Lyon, la Métropole dirigée par Bruno Bernard a mis en place des solutions de logement pour les mères seules au foyer, et mobilisé d'autres grandes villes européennes pour pousser l'Union européenne à agir plus et mieux en matière de logement social dans les villes européennes. Les 12 premiers mètres cube d'eau y sont gratuits.
- À Bordeaux, Grenoble, Annecy, Besançon, les maires verts organisent la transition écologique en améliorant tous les jours votre vie quotidienne.



Photo : David Iliff

## AU PARLEMENT EUROPÉEN, DEPUIS 2019, LES ÉCOLOGISTES N'ONT JAMAIS CESSÉ D'AGIR POUR VOUS :

- La mise en place un Pacte Vert européen qui a posé l'objectif de la neutralité carbone en Europe d'ici 2050
- La création d'un fonds de relance post-covid de 800 milliards par un emprunt commun au nom de l'UE
- Le fléchage de 30% du budget de l'UE aux objectifs climatiques et 10% à la préservation de la biodiversité
- La reconnaissance du crime d'écocide et la création des outils de lutte contre la criminalité environnementale
- L'interdiction de l'ajout intentionnel de microplastiques dans différents produits (règlement REACH)
- La réduction de la déforestation et la dégradation des forêts induites par l'UE avec la contrainte de produits "sans déforestation" au niveau mondial
- La définition d'un objectif de neutralité carbone à horizon 2050 avec un premier palier fixant 55% de réduction en 2030 et et l'adoption d'un ensemble législatif "Ajustement à l'objectif 55" (Fit for 55)
- L'adoption d'une position du Parlement européen pour une accélération de la rénovation des bâtiments en Europe
- L'adoption de la Directive sur le salaire minimum en Europe et celle sur les travailleurs des plateformes
- La mise en place du mécanisme SURE, destiné à assister financièrement les systèmes de protection sociale, en particulier les dispositifs d'assurance chômage des états-membres pendant la pandémie de Covid-19
- La création d'un Fonds social pour le climat afin d'aider à la lutte contre la précarité énergétique
- La mise en place d'un passeport numérique sur la composition des produits et biens manufacturés, le droit à la réparation



# 07.

## UNE EUROPE DE LA SANTÉ POUR TOUTES ET TOUS

Il faut investir dans la santé de proximité partout en Europe : prévention et santé environnementale, ainsi qu'hôpitaux, et lutter contre les pénuries de médicaments qui ont éclaté en Europe depuis la crise sanitaire.

### 01. UN SERVICE PUBLIC EUROPÉEN DU MÉDICAMENT

À l'heure où 80% des principes et substances actives sont importés de la Chine ou de l'Inde, où les lobbies pharmaceutiques privilégient en permanence leurs profits sur l'accès du plus grand monde aux produits pharmaceutiques, **nous proposons un service public européen du médicament pour produire en Europe les médicaments génériques et essentiels** dont les Européennes et Européens ont besoin.

### 02. LE DROIT À LA SANTÉ POUR TOUTES ET TOUS : UNE CMU EUROPÉENNE ET UN STATUT POUR LES AIDANTS

La population européenne vieillit : en 2017, près d'un cinquième (19%) de la population de l'Union européenne était âgé de 65 ans et plus ; et la part des personnes âgées de 80 ans ou plus devrait plus que doubler d'ici 2080 pour atteindre 13% de la population totale. L'Europe compte plus de 80 millions de personnes en situation de handicap. Les maladies chroniques se multiplient et coûtent plus de 115 milliards d'euros de frais de santé par an aux pays de l'Union européenne. Le point commun ?

De la naissance à la vieillesse en passant par la maladie, 80% des soins donnés en Europe le sont à domicile par des proches. **L'Union européenne doit garantir le droit de prendre soin de ses proches, en créant un statut des aidants et en défendant leurs droits, en particulier les aidants familiaux.**

Nous proposons également un droit à une CMU européenne, un plan pour la santé mentale et l'investissement dans les établissements de proximité.

### 03. INVESTIR DANS LA SANTÉ DES FEMMES

Endométriose, maladies cardio-vasculaires, santé sexuelle et reproductive... la santé des femmes est depuis trop longtemps méprisée quand elle n'est pas simplement ignorée. Nous souhaitons que la santé des femmes devienne une priorité, qu'enfin les écarts de recherche avec les maladies frappant les hommes soient rattrapés et que les vaccins et médicaments soient aussi testés sur les femmes.

Nous proposons **des maisons européennes de proximité pour la santé des femmes, et la transparence sur l'ensemble des produits intimes des femmes.** Nous voulons mettre en place un arrêt menstruel européen en cas de règles incapacitantes.

# 08.

## UN SAUT FÉDÉRAL POUR REFONDER ET DÉMOCRATISER L'EUROPE

Sous la présidence d'Emmanuel Macron – et au rebours des engagements du discours de la Sorbonne de 2017 – la France est tout sauf la locomotive de la construction européenne. Monsieur Macron et ses amis politiques ont en effet systématiquement bloqué toutes les tentatives d'approfondir et de renforcer durablement les structures de l'Union Européenne.

### 01. RENDRE LE POUVOIR AU PEUPLE : UNE ASSEMBLÉE CONSTITUANTE EUROPÉENNE

Sortons l'Europe des mains des bureaucrates et des lobbies : comme le disaient les Portugaises et les Portugais face à Salazar lors de la Révolution des œillets, "c'est le peuple qui décide" ! Nous proposons de convoquer une assemblée constituante chargée de refonder la démocratie européenne. Les résultats de ses travaux devront être soumis par referendum à l'ensemble des citoyennes et des citoyens.

Nous y voulons : **la fin du droit de veto des Etats membres et le passage à la majorité qualifiée notamment en matière fiscale** ; un droit d'initiative législative pour le Parlement européen ; la limitation du nombre de Commissaires pour avoir un vrai gouvernement responsable devant le Parlement ; des listes transnationales aux élections européennes et le respect du processus de candidature à la tête de la Commission européenne ; la reconnaissance des langues régionales et une Chambre des régions européennes renforcée ; l'inscription des langues des signes parmi les langues officielles de l'Union européenne ; enfin, des référendums d'initiative citoyenne (RIC).

### 02. UNE UNION EUROPÉENNE QUI SE DOTE DE RESSOURCES FINANCIÈRES PROPRES POUR AVOIR ENFIN LES MOYENS DE SA POLITIQUE

L'Union européenne doit se doter des ressources pour agir, transformer son économie, investir et relocaliser, décider ensemble de ce qui concerne notre avenir commun. Or aujourd'hui, les ressources propres de l'Union européenne ne s'élèvent qu'à 25%, le reste reposant sur les contributions nationales quand la règle de l'unanimité en matière fiscale bloque largement toute avancée.

Parmi les ressources mobilisables : **harmoniser par le haut l'impôt sur les sociétés au niveau européen**, une taxe carbone élargie aux frontières, une taxe sur les transactions financières, **un ISF climatique sur les 0,5% les plus riches**, l'application du principe pollueur-payeur ou encore la taxation des super-profits des entreprises.

### 03. ADOPTER UNE LOI DE SÉPARATION DES LOBBIES ET DES INSTITUTIONS

Il y a beaucoup (trop) de lobbyistes dans les institutions européennes, mais il ne s'agit malheureusement que de la face émergée de l'iceberg. L'Union européenne, comme nombre

de ses Etats membres, a confié l'élaboration d'une large partie de ses politiques publiques à des intérêts privés : ainsi en va-t-il au sein de l'Agence européenne de sécurité alimentaire, de l'Agence des produits chimiques ou encore de la politique gazière...

Nous proposons **une grande loi de séparation des lobbies et des institutions** qui veille à la fois à l'éthique et l'intégrité des élus et élues, à la transparence et responsabilité des activités de lobbying, et à remettre la décision entre les mains des citoyennes et citoyens.

#### **04. PROTÉGER LA LIBERTÉ DE L'INFORMATION DU POUVOIR DE L'ARGENT ET DES ENNEMIS DE LA DÉMOCRATIE**

Après Berlusconi et les chaînes italiennes, Bolloré et les médias français, les proches de Viktor Orbán ont décidé de s'emparer d'Euronews... Les médias européens sont menacés par leur concentration entre les mains de milliardaires peu soucieux de la vérité mais plutôt d'assouvir un projet civilisationnel contraire aux droits les plus élémentaires et fondamentaux.

Nous voulons **garantir l'indépendance des médias, en ligne comme hors ligne, quotidiens comme de l'édition, en luttant contre la concentration, en mettant en place des règles communes de financement de la presse et en garantissant l'indépendance des rédactions.**

Nous voulons lutter contre la désinformation dont la désinformation environnementale, et lutter contre l'espionnage des journalistes en particulier en interdisant l'usage des logiciels espions par les Etats sur les médias. Nous soutiendrons la création culturelle et notamment les droits des artistes face à l'IA, ainsi que le 5% culture.

#### **05. EN FINIR AVEC LES PARADIS FISCAUX**

Pour lutter contre l'évasion fiscale, nous proposons d'**interdire l'accès aux marchés publics européens et aux marchés financiers de tous opérateurs, dont les entreprises, hébergeant des activités dans les paradis fiscaux** dont le Luxembourg ; une obligation de transparence pour les multinationales et les banques avec un reporting (notamment des bénéficiaires) pays par pays, voire de toutes les firmes ayant des activités dans l'UE, et la publication automatique des informations sur les activités des grandes entreprises et des particuliers dans les paradis fiscaux et des sanctions associées ; le vote par le Parlement européen, et non plus par le Conseil, de la liste noire européenne des paradis fiscaux ; l'encadrement de l'activité de tous les fonds et acteurs non-bancaires de l'Union européenne, en premier lieu les hedge funds dont les activités doivent être interdites dans les paradis fiscaux ou les places offshore.

# 09.

## **UNE EUROPE QUI RENFORCE LES DROITS HUMAINS ET DÉFEND DES VALEURS D'INCLUSION**

### **01. INSCRIRE L'IVG DANS LA CHARTE DES DROITS FONDAMENTAUX ET DÉPLOYER LA CLAUSE DE L'EUROPÉENNE LA PLUS FAVORISÉE**

Nous souhaitons inscrire le droit à l'avortement et à la contraception dans la Charte européenne des droits fondamentaux. Ce droit doit être garanti au niveau européen pour

qu'il ne puisse être remis en cause dans aucun pays. Il faut d'ores et déjà mettre en place une étude sur les parcours des femmes en Europe pour accéder à l'IVG et rendre visibles les freins à l'accès à ce droit fondamental.

Choisir le meilleur de l'Europe pour les femmes, c'est **appliquer la clause de l'européenne la plus favorisée : prendre les lois les plus avancées de chaque pays européen et les appliquer dans toute l'Union**. Par exemple, en assurant un congé maternité pris en charge à 100% comme en Estonie, garantir un droit de garde effectif comme au Danemark, ou lutter vraiment contre les violences faites aux femmes comme en Espagne où le viol a aussi été reconnu comme absence de consentement.

## 02. COMBATTRE TOUTES LES FORMES DE DISCRIMINATION

Adopter enfin la directive horizontale antidiscrimination pour couvrir dans **une approche globale l'ensemble des discriminations et leurs interactions et rétroactions** (dont la lutte contre les discriminations racistes, les discriminations fondées sur le handicap). **Reconnaître la discrimination socioéconomique** (pauvrophobie) et criminaliser la stérilisation forcée des personnes en situation de handicap.

## 03. RECONNAÎTRE TOUTES LES UNIONS ET TOUS LES ENFANTS

Instaurer une reconnaissance mutuelle de tous les mariages dans l'Union pour garantir les droits des couples quel que soit leur pays de résidence. Mettre (enfin) en place le certificat de parentalité proposé par le Parlement européen qui est le seul document permettant de protéger les enfants, dans l'espace de l'UE. **Assurer la liberté de circulation sans perte de droits pour les personnes LGBTQIA+ (ex : parentalité) et porter une stratégie pour l'égalité afin que les personnes trans, intersexes, non binaires soient aussi protégées** par le cadre juridique européen et pour combler les lacunes du droit existant contre les discriminations et les crimes de haine.

# 10.

## UNE EUROPE QUI AGIT POUR LA PAIX ET UN ORDRE MONDIAL PLUS JUSTE

### 01. SOUTENIR L'UKRAINE FACE À VLADIMIR POUTINE

L'Ukraine ne peut, ne doit pas tomber, car ce peuple qui se bat aujourd'hui pour son intégrité se bat aussi pour nous, pour la démocratie, face au régime impérialiste et sanguinaire de Vladimir Poutine. Nous voulons donc accroître le soutien européen à l'Ukraine tant dans sa défense que sa reconstruction.

Mais il faut d'abord **taper la Russie au porte-monnaie**. Malgré sa réactivité, l'Union européenne a échoué à mettre un terme définitif à ses importations de gaz si bien qu'elle a donné deux fois plus d'argent à Poutine pour son gaz qu'à l'Ukraine pour sa défense. Cela, sans même parler des engrais russes ou de nos échanges sur l'uranium, de nos échanges commerciaux avec les

alliés de la Russie comme l'Azerbaïdjan ou encore de la présence des entreprises européennes en Russie (la française Leroy-Merlin est la première entreprise engagée en Russie quand TotalEnergies y déploie encore ses activités gazières). **Nous demandons la fin immédiate de toutes les activités alimentant la machine de guerre de russe.**

Pour financer l'effort de guerre ukrainien et la reconstruction du pays, nous proposons également de saisir les 200 milliards d'avoirs gelés russes et/ou les 30 milliards des oligarques bloqués dans les banques européennes, ainsi que l'ont initié les États-Unis de Joe Biden.

## 02. BÂTIR UNE POLITIQUE DE DIPLOMATIE ET DE DÉFENSE COMMUNE

L'Europe doit enfin se doter d'une diplomatie, d'une sécurité et d'une défense communes, avec notamment la **création d'une armée européenne**. Le ou la Commissaire à la Défense aura aussi comme mission d'agir pour la paix, car c'est autour de la recherche de la paix, d'une diplomatie féministe et du désarmement que nous envisageons l'action européenne. Nous souhaitons coordonner et acheter en commun les armes dont l'Europe a besoin pour soutenir l'Ukraine et pour se défendre ; et souhaitons produire en Europe les armes dont l'Europe a besoin pour s'éviter de nouvelles dépendances toxiques. Nous insistons toutefois : promouvoir la paix, c'est aussi cesser de vendre des armes aux dictatures et aux régimes ouvrant le feu contre leur peuple. Enfin, nous voulons un accompagnement dans la dépollution pyrotechnique des zones de conflits.

## 03. ENTRE ISRAËL ET LA PALESTINE, L'ARMÉNIE ET L'AZERBAÏDJAN... PARTOUT : FAIRE DE L'EUROPE UNE FORCE DE PAIX

Les attaques terroristes du Hamas du 7 octobre dernier ont entraîné une réponse disproportionnée de la part du gouvernement d'extrême-droite de Benjamin Netanyahu, Les réponses de la communauté internationale et en particulier de l'Union européenne ne sont pas à la hauteur de la tragédie de Gaza. Malgré les interpellations de la justice internationale, bombardements de civils, déplacements de populations, et famine se poursuivent à Gaza. Là-bas comme au Haut-Karabagh, l'Union européenne reste silencieuse, allant même jusqu'à préférer de juteux contrats gaziers à toute action diplomatique pour la paix et le respect des droits humains. **Nous défendons une Europe qui joue pleinement son rôle dans la résolution des conflits.**

## 04. UN ERASMUS DE LA MÉMOIRE, POUR CONSTRUIRE UNE MÉMOIRE EUROPÉENNE COMMUNE

Construire la mémoire commune est une tâche plus nécessaire encore que ne fut l'édification d'une monnaie unique. Car **aucune paix ne sera durable sur notre continent si nous ne parvenons pas à extirper de nos souvenirs les rêves de vengeance**. Les victoires des uns sont les défaites des autres. Notre vieux continent a une histoire riche, hérissée d'affrontements, de conflits, de guerres, de génocides. Nous avons dû les surmonter pour parvenir à l'édification d'un avenir commun. Des frontières aujourd'hui disparues habitent encore nombre de cœurs et d'esprits européens. Pour cette raison, la question de la politique mémorielle européenne est un enjeu capital. Nous proposons un ERASMUS de la mémoire, qui commence par les universités et les musées pour se déployer petit à petit également dans les collèges et les lycées.

## 05. UNE POLITIQUE D'ACCUEIL JUSTE ET DIGNE

Alors que l'Europe se rend coupable de non-assistance à Humanité en danger à ses frontières et en particulier en Méditerranée, **nous voulons une politique d'asile digne et réaliste** à travers la mise en place de voies sûres et légales et d'une solidarité dans l'accueil entre les Etats membres. Il s'agira aussi de **garantir et financer le sauvetage en mer**, contraindre à l'identification des défuntes et défunts anonymes et revisiter les accords avec les pays tiers pour garantir le co-développement. Enfin, nous voulons un plan européen de régularisation des travailleuses et travailleurs agricoles aujourd'hui bloqués au Sud de l'Europe sans pouvoir ni entrer légalement dans l'UE, ni en sortir.

Nous voulons également **reconnaître un statut de réfugié climatique et environnemental** au sein de l'Union européenne permettant d'accueillir des personnes sur des grands déplacements ou de pays voisins.

## 06. UN TRAITÉ DE NON-PROLIFÉRATION DES ÉNERGIES FOSSILES

L'utilisation de l'arme nucléaire avait créé un choc : l'humanité avait alors la capacité de s'auto-détruire. La réaction diplomatique de la communauté internationale fut alors décisive : le traité de non-prolifération nucléaire adopté entre 1965 et 1968 constitua une réponse forte à l'une des plus grandes menaces que l'humanité n'avait jamais eue à affronter. Le changement climatique représente lui aussi une menace pour la survie de l'humanité. Or, la demande mondiale de charbon, de pétrole et de gaz continue à augmenter, alors que les combustibles fossiles représentent 81% de la consommation mondiale d'énergie.

**L'Union européenne doit adopter et porter un traité mondial de non-prolifération des énergies fossiles** basé sur trois piliers : l'inventaire des réserves fossiles, la décarbonation de nos économies et des solutions pour les Etats qui tourneraient ainsi le dos à une source économique juteuse.

## 07. GARANTIR LE DROIT AU DÉVELOPPEMENT POUR RÉÉQUILIBRER LES RAPPORTS NORD SUD

L'Europe doit au plus vite inventer de nouvelles relations avec les pays des Suds ce qui signifie sortir des accords commerciaux qui entraînent le pillage des ressources, en particulier les accords agricoles et halieutiques ainsi que ceux visant le rapatriement des demandeurs d'asile. Nous proposons de **déployer l'aide au développement à travers des dons plutôt que des prêts en les orientant vers la souveraineté des pays des Suds et utiliser un tiers des ressources de l'ISF climatique (soit 70 milliards par an) pour soutenir une économie respectant les limites planétaires, en priorisant l'aide sur les pays les moins avancés.**

# 10 MESURES URGENTES POUR CHANGER L'EUROPE

1. **Adopter un traité environnemental** pour faire de la protection de la nature la norme des normes
2. **Appliquer un droit de veto social** pour faire de la lutte contre la pauvreté la colonne vertébrale de l'Europe en bloquant les mesures qui nuisent aux plus modestes
3. **Financer un fonds de souveraineté écologique** pour reprendre en main les entreprises du pétrole et du gaz pour sauver le climat
4. **Baisser la TVA sur les produits "verts"**, fabriqués en Europe et bons pour la santé pour les rendre accessibles au plus grand nombre
5. **Opérer la transition écologique de la pêche et de l'agriculture** en garantissant un revenu digne à celles et ceux qui vivent de ces métiers
6. **Créer un service public européen du médicament** pour produire en Europe les médicaments dont nous avons besoin
7. **Initier un Pacte pour l'emploi** pour protéger et accompagner les travailleurs et les travailleuses dans la bifurcation écologique
8. **Engager une stratégie industrielle européenne territorialisée** de sortie des produits toxiques
9. **Instituer une Assemblée constituante** pour un sursaut fédéral qui renforce l'unité de l'Europe et revitalise la démocratie européenne
10. **Construire l'Europe de la diplomatie et de la défense** pour renforcer notre sécurité commune.